

# LE POIDS DU FACT...

Rédaction: Dr Sahite GAYE

## SOMMAIRE

**A- choix des méthodes d'investigation....p.3**

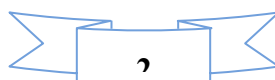
**B- Les enjeux liés à la notoriété...p.4**

**C- Importance d'Africa Check...p.8**

**D- Le fact-checking dans le domaine de la santé: un enjeu global...p.21**

**E- Recommandations...p28**

**F- Vue d'ensemble des personnes interrogées...p 29.**



Ce rapport est pour l'essentiel le résultat d'une étude sur la pratique du fact-checking avec comme cas Africa Check. Il se propose d'apporter des éclairages sur quelques problématiques. En quoi l'expérience d'Africa Check est une nouveauté dans le paysage médiatique? Quel est l'objectif final de la pratique du fact-checking dans son ensemble ? Que peut-on dire de la déontologie? Qu'en est-il de son impact sur le débat public? Quels sont ses buts? Quels impacts dans la construction citoyenne? Quelles perfections les acteurs des médias ont-ils d'Africa Check? Autant de questions auxquelles ce travail essaie de répondre.

L'auteur du rapport Dr Sahite GAYE est enseignant-chercheur au CESTI- UCAD ( Centre d' Etudes des Sciences et Techniques de l'Information de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ). Il est spécialiste de la communication des organisations en lien avec les numériques. Ses recherches portent, entre autres, sur les mutations de la communication et de l'information, sur les usages du numériques et sur la question de la normalisation dans les pratiques informationnelles et communicationnelles ( communication de crise, changement organisationnel, management de l'information , étude des usages).

Ce rapport est rédigé à la suite d'une sélection et est financé par l'Open Society Foundation Public Health Program (OSFPHP). Toutefois, l'auteur du rapport a travaillé en toute autonomie et les conclusions n'engagent pas la fondation.

## **A-CHOIX DES MÉTHODES D'INVESTIGATION**

La méthodologie, dans un travail de recherche, demeure un élément fondamental. C'est pourquoi, nous avons décidé, au cours de notre étude, d'adopter une méthodologie qui va se baser sur les points suivants :

### **La recherche documentaire**

Cette approche de recherche a permis de parcourir un volume important, riche et variés de documents sur le sujet de l'étude. Grâce à cette méthode, il a été découvert quelques écrits sur le fact-check dans le paysage des médias dans le monde, en général, et peu en Afrique francophone en particulier. Cette démarche a été l'occasion de comprendre l'histoire de l'avènement du fact-check et sa médiatisation ces deux dernières années, dans le contexte qui sous-tend ce rapport. Les documents étaient constitués plus amplement d'articles de presse, pas d'ouvrages généraux, ni de thèses (pour le moment), des mémoires d'études (en cours), d'articles scientifiques...

## **Le Guide d'entretien**

A travers un guide d'entretien, des entretiens avec des acteurs (journalistes, chercheurs, responsables pédagogiques d'écoles de journalisme, responsables de desk ou de rédaction) évoluant dans le domaine en rapport avec le fact check ont été développés pour avoir leur opinion sur le sujet. Ainsi, ces praticiens et décideurs ont longuement revu sur la particularité du fact-checking. Certains entretiens concernant les personnes résidant en dehors du Sénégal ont été faits par téléphone. Par le biais de cette méthode, le résultat est le suivant: l'accès à des informations que la recherche documentaire n'a pas permis d'avoir. Au total trente (30 )personnes ont été interrogées pour ce rapport.

**Le numérique:** il laisse des traces non seulement des communications entre individus mais aussi des indices pour comprendre un phénomène comme le phénomène du fact check. Plusieurs approches quantitatives à de nombreuses questions sociologiques, d'études sur les médias, deviennent ainsi possibles, comme la perception des internautes sur le fact check, les usages des articles issus de cette démarche. Ce modèle a été choisi , entre autres, au regard du développement des informations à vérifier sans oublier que les premières pratiques du fact checking ont vu le jour , dans le contexte ouest africain francophone , sur le web.

## **Le travail de terrain**

Pour trouver des réponses aux questions, plusieurs descentes sur le terrain afin de soumettre, d'abord, notre guide d'entretien à certains spécialistes (économiste, financier, spécialistes des sciences de la communication...), ensuite aux lecteurs qui ont été rencontrés. Ce travail de terrain s'est limité à Dakar, dans les autres pays, le téléphone a été utilisé

## **DIFFICULTES RENCONTREES**

Tout au long de ce travail, un certain nombre de difficultés aussi bien au plan théorique qu'au plan pratique.

L'absence d'une documentation suffisante en partie liée à l'émergence du phénomène du fact-checking. Nous ne disposons d'études sur la manière dont ces articles de déconstruction des mensonges et contre-vérités peuvent influencer les lecteurs, voire les faire changer d'avis. Il s'y ajoute aussi que nombreux de nos interlocuteurs n'ont pas ou ont tardivement donné suite à nos demandes d'entretien ou aux questions envoyées.



## **B- Les enjeux liés à la notoriété et à la réputation**

Ils sont particulièrement forts pour le secteur de la presse et notamment pour les médias en ligne. Egalement, la notoriété fait référence au niveau de connaissances que les interrogés ont d' **Africa Check considéré ici comme la marque ou produit.**

### **La notoriété spontanée:**

Le nom d'Africa Check est cité spontanément lorsque l'on s'interroge sur la fact checking. Ici, sans faire référence à la plateforme, la majorité des personnes rencontrées, pense directement à Africa Check. La question initiale était:

« Si je vous dis Fact check ? »

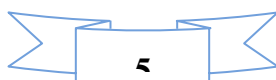
« Africa Check, ils n'ont pas inventé le fact-checking, mais ils l'ont propulsé en Afrique. Et dans la sous - région, ils ont participé à faire connaître la pratique. Africa check restera attaché au fact check » avance un journaliste expérimenté et chef des supports numériques d'un groupe de presse.

« Africa check qui a ouvert en Afrique la voie au fact checking » soutient un journaliste avec plus de cinq ans d'expérience.

« Je pense directement à Africa Check. Il faut se dire qu'avant eux en Afrique, nous ne nous soucions pas du fact checking comme il se devait. Notre rapport à la vérification des faits n'avait rien à voir avec ce qu'Africa Check développe » constate un autre journaliste évoluant dans la presse écrite.

Ces réponses pourraient inclure aussi Africa Check dans une position de « top mind ». Autrement dit, Africa Check vient naturellement à l'esprit des personnes interrogées lorsque l'on parle de fact checking. Par voie de conséquence, cet aspect indique qu' Africa check s'est suffisamment imposé pour venir à l'esprit des journalistes et autres acteurs des médias en Afrique francophone.

Sous un rapport, certains de nos personnes ressources, associent la pratique du fact checking à Africa Check, A ce niveau, **il s'agit de la notoriété qualifiée de la plateforme.** En d'autres mots, lorsque l'on parle de « vérification des faits, » de « lutte contre les fakes news » de « manipulation d'information », les personnes interrogées citent directement Africa Check ou l'incluent dans une liste d'acteurs qui luttent contre les intox « Politifact, Le monde, RFI, ....).



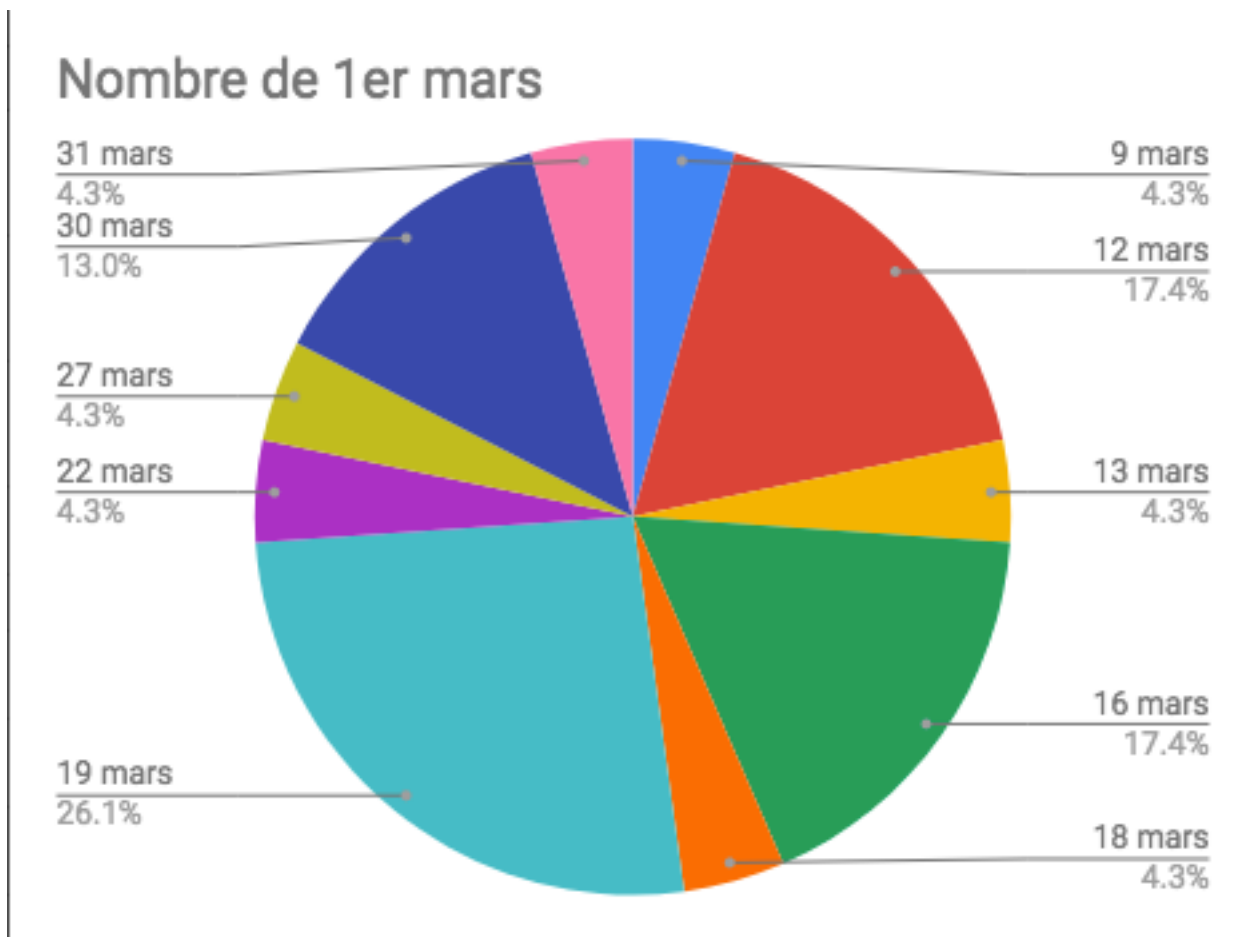
Ainsi, aux associations que les gens font d’Africa Check dans sa catégorie générique d’une part, et avec des organes spécifiques, d’autre part, traduit la place qu’occupe Africa Check dans la vérification des faits

Cette notoriété est aussi à observer dans les articles produits par Africa Check et repris par des sites d’information, des organisations internationales comme la Croix Rouge ou encore les articles qui lui sont consacrés. Rien que pour le premier trimestre de 2018 on compte plus de 35 articles qui entrent dans cette catégorie des articles d’Africa Check repris par la presse ou par les organismes internationaux . La rubrique « Africa Check dans la Presse » permet de s’en rendre compte. Et l’article consacré à une vérification sur le taux de chômage en Côte d’Ivoire a été la plus partagée.

<https://www.afropages.fr/presse-afrique/liste-presse-africaine/184-africa-check/441048-cote-ivoire-le-taux-de-chomage-est-il-compris-entre-70-et-90>

<https://letonnerre.com/blog/2018/03/30/cote-divoire-le-taux-de-chomage-est-il-compris-entre-70-et-90/>

Graphique de la progression de cette reprise des articles d’Africa Check Mars 2018



## La notoriété liée à l'équipe de la rédaction

**Certains citent directement les membres de l'équipe d'Africa Check comme étant des références lorsque l'on parle de la pratique.** De ce fait, on identifie Africa Check à son personnel.

A ce niveau, il s'agit plus de réputation de l'équipe, c'est-à-dire de tout ce qui est généralement connu ou considéré au sujet du caractère des représentants d'Africa Check. Cette réputation est un indicateur de l'estime accordée à Africa Check par les différents interlocuteurs qui ont cité ces personnes. Elle, cette réputation, s'est construite en fonction des expériences et des interactions. L'équipe est composée de journalistes expérimentés et connaissant parfaitement le poids des fausses informations ou des déclarations susceptibles d'être vérifiées. D'ailleurs, les mots appartenant au champ lexical des valeurs reviennent souvent « *...le professionnalisme, l'honnêteté, la responsabilité, l'intégrité* ».

En premier lieu, il est essentiel d'identifier l'avantage concurrentiel d'Africa Check, ( et des médias du fact check), qui le distingue des autres médias, c'est toute sa préoccupation se base sur la vérification des faits. Ensuite, dans un second mouvement, le point fort, la recette, de son début de succès, est d'avoir introduit cette pratique en Afrique francophone. Sa notoriété s'appuie aussi sur la valeur de son personnel.

## Une notoriété limitée au numérique: une tentation à l'élitisme?

Toutefois, au cours des entretiens, il est ressorti plusieurs fois que cette notoriété est limitée au sein même du monde des médias. Vingt personnes ont été interrogées pour ce point afin de déterminer ces tendances:

« *le grand public ne connaîtrait pas assez Arica Check* », défend un journaliste fraîchement diplômé

« *même certains journalistes ne savent pas c'est quoi le fact check . Il m'est arrivé de partager des offres d'emploi avec des journalistes expérimentés qui me demandent en quoi consiste le fact check* »... souligne un lauréat du concours de fact checking

« *Africa Check est pour le moment élitiste. Cet élitisme n'est pas à chercher dans sa méthode mais dans la compréhension que le citoyen lambda a du journalisme. Faire un tra-*

*vail de vérification n'est pas encore ancré dans les usages de l'information pour le grand public »* note un journaliste de la presse écrite

*« Le public qui est absent sur les réseaux sociaux numériques ne connaît pas assez Africa Check. La vulgarisation de ses travaux devrait permettre une bonne compréhension de sa méthode et une appropriation de ses résultats par le grand public »* avance un économiste.

Au regard de ces considérations, plusieurs fois, il a été suggéré de multiplier les partenariats afin que le fact checking se déploie dans les médias « traditionnels » comme c'est le cas avec l'émission sur la West African Democracy Radio. A ce titre, plusieurs groupes de presse ont des projets pour des émissions de fact checking à la télévision ou à la radio.

### **C-Importance d'Africa Check**

L'importance d'Africa Check, depuis son implantation en Afrique francophone a été saluée selon différentes formes:

#### **Un retour aux bases du journalisme**

L'interrogation de départ *« que pensez-vous, lorsque l'on vous dit « Africa Check? »* a eu plusieurs réponses qui entrent dans la place que commence à occuper Africa Check dans le paysage médiatique mais aussi par rapport à son utilité.

*« Au départ j'étais sceptique quand j'ai eu échos des activités d'Africa Check. Je trouvais paradoxal de baser tout le journalisme sur le fact check. Lorsque j'ai commencé à m'intéresser à cette pratique et à observer le travail, j'ai vu que le fact-checking est devenu nécessaire aussi en Afrique »* souligne le coordonnateur de la rédaction d'un site d'information.

*« Le travail d'Africa Check est un retour aux bases de ce que devait être le journalisme, c'est-à-dire, la vérification »* souligne le chef des supports numériques d'un groupe de presse basé à Dakar

*« En décembre 2016, j'ai subi le fact checking sur un article que j'avais fait à l'occasion des 5èmes assises mondiales sur le financement agricole et rural tenues à Dakar les 24 et 25 novembre 2016. Le titre de l'article : « L'agriculture emploie plus de 65% de la population en Afrique et ambitionne de porter les taux de croissance de 6 à 7% ». Africa Check (Birame Faye) m'a appelé pour me dire qu'il allait fact checké cette information. La ques-*





*tion était de savoir si l'agriculture emploie-t-elle autant de personnes en Afrique ? j'étais plutôt curieuse de savoir si oui ou non l'information était vraie. Et après vérification, l'information était fondée. Et j'avoue que j'étais un peu soulagée et aussi séduite par la démarche de vérification. Le journaliste a consulté plusieurs rapports dont une étude de la Fao, le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest, les données de la Banque mondiale, la Bad entre autres institutions.»* rapporte NGoundji DI-ENG journaliste au " Le Quotidien" du groupe Avenir Communication basé à Dakar

*L'article en question et celui d'Africa Check:*

<https://fr.africacheck.org/reports/lagriculture-emploie-t-elle-65-de-la-main-doeuvre-en-afrique/>

<https://www.lequotidien.sn/5emes-assises-mondiales-sur-le-financement-agricole-et-rural-5emes-assises-mondiales-sur-le-financement-agricole-et-rural/>

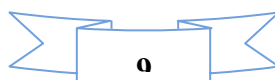
### **Un outil au service d'un espace public critique:**

Plusieurs réponses ont insisté sur la pauvreté des débats publics et la manipulation de l'information qui les accompagne. A ce titre, pratiquer du fact-checking est assimilé à un outil d'animation de la démocratie en participant au débat public. Produire un article de fact-checking, revient à élever le débat, en le rendant clair par l'expertise de la vérification...

*« Dans le cadre de l'écriture des programmes des partis politiques, de plus en plus on fait attention à l'exactitude des chiffres »* souligne Dr Ibrahima Diouf économiste en charge de la coordination de l'écriture du Programme du Parti de l'Unité et du Rassemblement (PUR) pour l'élection présidentielle au Sénégal en février 2019.

*« Les déclarations publiques commencent petit à petit à être contrôlées. D'ici quelques années, il sera difficile de manipuler la population avec des chiffres fabriqués ou mal interprétés. Si Africa Check arrive à instaurer le débat actuellement, dans l'avenir on peut espérer que la manipulation pourra baisser considérablement. »* nous confie le président l'Association des journalistes en santé, population et développement (AJSPD), Alassane Cissé, journaliste à la Radio Télévision Sénégalaise (RTS)

En guise d'exemple, le leader du Grand Parti, Malick Gackou avait déclaré dans un entretien au journal Le Quotidien du 17 avril 2018.



*« On parle de 7,2 % de croissance économique. Je rappelle que le Sénégal a connu des taux de croissance similaires déjà en 2003 ou 2004 sous le régime du Président Abdoulaye Wade sans pour autant que la croissance soit inclusive ».*

Cette déclaration on la retrouve sur ce lien : <https://www.lequotidien.sn/candidat-a-la-presidence-gakou-pass-a-loffensive-nous-sommes-prets-a-payer-le-prix-pour-la-democratie/>

Après vérification , Africa Check tire cette conclusion:

*« Les données recueillies auprès de la Direction de la prévision et des études économiques du ministère sénégalais de l'Economie, et de la Banque mondiale ne confirment pas cette statistique. Le taux de croissance du PIB était de l'ordre de 6,7 % en 2003 et de 5,9 en 2004.*

*En termes de statistiques économiques, même une différence de 0,1 % est importante, a expliqué l'économiste Chérif Salif Sy à Africa Check. L'affirmation de Malick Gakou est donc fausse.»* <https://fr.africacheck.org/reports/taux-de-croissance-de-7-senegal-2003-2004-vraiment/>

Cette reconnaissance d'Africa Check comme un des animateurs de l'espace public est reconnue aussi dans un dossier politique fait par jeune Afrique et intitulé: *« Ces empêcheurs de tourner en rond qui font la vitalité démocratique du Sénégal »* en ces termes:

*« le site de fact-checking Africa Check et quelques blogueurs aux révélations plus ou moins fiables continuent d'alimenter la flamme du quatrième pouvoir »*

<https://www.jeuneafrique.com/mag/509614/politique/senegal-les-trublions-de-la-republique-les-empecheurs-de-tourner-en-rond/>

Cette marque de fabrique d'Africa Check se décèle aussi à travers les personnes interrogées:

*« Le journaliste a tendance avec le fact checking à jouer son rôle de filtre. On avait oublié que le travail de critique par la vérification faisait partie du travail du journaliste. Le fact checking ajoute de la valeur sur la qualité du débat public »*

*« Dans le cadre de l'écriture des programmes des partis politiques, de plus en plus on fait attention à l'exactitude des chiffres».*

## **La remise en question du discours public**

Africa Check s'est beaucoup concentré sur la parole des hommes politiques ou celle des représentants des institutions et a publié beaucoup d'articles qui remettent en question la véracité des chiffres avancés par ces personnes.

Au 12 décembre 2018, pour l'année 2018 , Africa Check a déjà produit plusieurs articles dans différents domaines comme :

- 27 en Population / Santé
- 27 en Economie
- 08 en Education / Enseignement
- 08 en Politique/ Elections
- 04 en Sécurité
- 04 Energies/ Ressources Extractives
- 03 Agriculture /Eau

Ainsi, dès lors qu'il devient public et qu'il comporte des enjeux sociétaux, le discours ne peut plus être accepté en tant que tel. Africa Check participe à vulgariser la pratique qui consiste à identifier les intentions dans un discours et à comprendre son rapport avec la réalité. De ce fait, il s'agit, *« avec le fact checking pour les journalistes, maintenant de valider l'exactitude des chiffres et des affirmations contenues dans un texte ou un discours. L'Afrique est un terrain fertile très propice au développement des fake news »*

*« Depuis la formation que j'ai eue avec Africa Check, j'ai développé une sensibilité vis à vis des chiffres. Je deviens même un peu parano quand il s'agit des chiffres. Avant, je ne faisais pas attention, je rapportais tout ce que l'on me donnait comme chiffre »*. souligne un journaliste formé en presse écrite.

Au regard de ce qui précède, Africa Check instaure Une nouvelle manière de façonner le rapport à l'information et au discours public surtout porté par les hommes politiques et les institutions.

Et parmi les nombreuses vérifications, on peut citer les déclarations des présidents du Sénégal et celui de la Côte d'Ivoire.

Dans le premier cas, Africa Check se base sur ce passage : *« Les résultats encourageants obtenus dans la lutte contre le paludisme confèrent au Sénégal sa place parmi les cinq pays les plus avancés en matière de lutte contre le paludisme, a souligné dimanche [le 15*

avril 2018, NDLR] le chef de l'Etat Macky Sall » et sur ce lien <https://fr.africacheck.org/reports/senegal-fort-contre-paludisme-afrique/> on peut lire tout juste après: « ...rapporte l'APS dans une dépêche diffusée le 15 avril 2018 et reprise par plusieurs médias et sites, sans toutefois mettre de guillemets à cette partie de sa déclaration. ».

Pour vérification, Africa Check a consulté le « bulletin épidémiologique annuel 2017 du paludisme au Sénégal », rendu public en mars 2018, contenant les chiffres rapportés par l'APS, rapport mondial sur le paludisme 2017 publié par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en novembre 2017.

Après vérification, la conclusion est la suivante:

*« Ces baisses sont confirmées par des statistiques du PNLP, le programme national anti-paludisme, et le rapport mondial sur le paludisme 2017 de l'OMS. Une coalition de dirigeants africains visant à éliminer cette maladie sur le continent d'ici à 2030 a attribué un « prix d'excellence » en 2018 au Sénégal pour saluer ses bons résultats en la matière, notamment pour avoir réussi à faire baisser le nombre de cas de paludisme. Au regard de toutes ces données, la déclaration est correcte. »*

Dans le second cas, le président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara avait soutenu que: «sur les 54 pays africains, la Côte d'Ivoire est le pays qui a le plus faible taux de coupures d'électricité par an, mieux que l'Afrique du Sud qui a une centrale nucléaire pour produire de l'électricité », dans une déclaration diffusée au journal télévisé de la RTI du 1er mai 2018 ( <https://fr.africacheck.org/reports/cote-divoire-connait-moins-de-coupures-deelectricite/>

Partant de cette déclaration, Africa Check a contacté l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) qui a affirmé « qu'elle ne disposait pas de classement faisant de la Côte d'Ivoire le pays avec le moins de coupures d'électricité en Afrique. »

De même le journaliste d'Africa Check a utilisé toute une documentation, sur le même sujet, basée sur un article de presse de Jeune Afrique et des études sur les sites des institutions spécialisées dans le domaine énergétique. Sa conclusion est la suivante:

*« dans un rapport de 2016, la Banque mondiale fait état de l'existence de deux paramètres internationalement reconnus (SAIDI et SAIFI) pour évaluer le service public de l'électricité. Seuls quatre pays d'Afrique subsaharienne respectent ces critères, et la Côte d'Ivoire n'en fait pas partie.*

*A la lumière de ces données, on ne peut pas dire quel est le pays africain qui a le moins de coupures de courant. »*

## **la démarche de vérification apporte une nouvelle légitimité**

Africa Check apporte une nouvelle spécialisation de la fonction de vérification avec sa méthodologie bien codifiée. Plusieurs arguments ont été développées par certains journalistes , concernant cette légitimité en rapport avec la vérification

*« En utilisant le méthodologie proposée par Africa Check, le journaliste obtient une légitimité. Son travail dépasse les opinions et se base sur du concret. En plus, chaque argument annoncé est bien défendu par des chiffres ou par un expert »*

Depuis l'existence d'Africa Check, on assiste à une sorte de labellisation de l'information entre « actualités journalistiques » et des articles « vérifiés ». *« Faire du fact check , c'est donner au lecteur une information qui n'est pas nuisible ».*

Cette légitimité est aussi défendue par certains organismes comme le CNRA ((Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel) à travers un de ses membres, Jean Meissa Diop

*« Ce format de journalisme instauré au Sénégal, mais aussi en Afrique, de manière plus élargie, nous (journalistes) instruit, remet en cause nos certitudes et routines professionnelles, en ce qu'il affûte en nous le réflexe de nous poser les bonnes questions sur toute information ; quel est son enjeu, sa véracité ; son intérêt... Derrière l'information donnée dans un compte-rendu routinier peut se cacher un aspect original, encore plus intéressant, plus spectaculaire. »* <http://www.seneplus.com/opinions/apres-le-compte-rendu-lenquete>.

Au passage, entre autres mission du CNRA on peut citer celui de veiller:

*« au respect des règles d'éthique et de déontologie dans le traitement de l'information et dans la programmation des différents médias audiovisuels ; notamment en assurant le respect des institutions de la République, de la vie privée, de l'honneur et de l'intégrité de la personne humaine »* <http://www.cnra.sn/do/missions-competences/>

De même des organisations, comme la Croix Rouge, en reprenant une production d'Africa Check acceptent cette légitimité. Sur ce lien : [https://www.cnls-senegal.org/nos\\_actualites/lutte-anti-sida-au-senegal-les-acteurs-et-le-financement/](https://www.cnls-senegal.org/nos_actualites/lutte-anti-sida-au-senegal-les-acteurs-et-le-financement/)

La légitimité des pairs, des confrères, participe aussi à accepter cette nouvelle manière de faire et fait de la plateforme Africa Check une référence. Nombreux sont les articles repris par les journalistes pour mettre en exergue le travail de vérification fait par Africa Check :

*« Les conseils santé distillés à coups de vidéos sur les réseaux sociaux en Afrique de l'Ouest sont nombreux et souvent allègrement partagés. Pourtant, certains, au-delà d'être loufoques, sont faux et peuvent parfois avoir de graves conséquences. »*

<http://observers.france24.com/fr/video/reperer-decrypter-intox-sante-web-africain> (site consulté le 11 Novembre à 16h)

On retrouve aussi cette reprise sur des sites plus spécialisés comme Réussir Business qui se consacre à l'économie : <http://reussirbusiness.com/analyses/entre-dette-interieure-et-arrieres-de-paiement-africa-check-eclaire-les-populations/> .(site consulté le 11 Novembre à 16h)

Dès les premières lignes on peut lire:

*« Sur le débat posé sur la dette intérieure du Sénégal et les arriérés de paiements, l'organisation indépendante Africa Check a procédé à un travail de fond débouchant sur la levée du voile épais qui entourait la compréhension de la question »*

## **Une meilleure pédagogie de l'information par le journaliste à destination des lecteurs**

Cette nouvelle forme se distingue des autres pédagogies par la démarche basée sur l'explication ou encore la mise en perspective des chiffres.

La pratique du fact checking, ou mieux, celle d'Africa check est comprise aussi dans son impact sur la réception par le public. Même si actuellement, l'on ne peut pas calculer cet impact, il est possible de faire quelques observations:

Le fact-checking en Afrique est un outil indispensable contre la crise de confiance dans l'information. En effet, en luttant contre l'essaimage des fausses nouvelles, le citoyen grâce au fact-checking aura accès à une meilleure information.

Ainsi, faire du fact-checking dans le contexte ouest africain est de permettre aux citoyens de prendre connaissances des faits avancés par les hommes publiques ou les institutions afin de se décider de manière plus éclairée et rationnelle sur des questions qui touchent à leur vie quotidienne. Dans cet ordre d'idée, l'émission de fact-checking, « Arrêt sur Info » vérifie les affirmations des personnalités et des institutions du monde. Elle est réalisée en partenariat avec la West African Democracy Radio et diffusée tous les vendredis à 10h05 GMT, avec à la présentation Mariama Thiam, Samba Dialimpa Badji et Hyppolite Valdez Onanina.

Africa Check propose aussi des outils pédagogiques aux citoyens qui veulent mieux s'informer à une époque où des informations vraies ou fausses circulent à une vitesse accélérée et se partagent en réseau.

Parmi les outils utilisés par Africa Check on peut retenir:

**Les « Conseils et Recommandations »** qui par une série de questions donnent des outils pratiques pour détecter le faux: ( Demandez où est la preuve? La preuve est-elle vérifiable ? La preuve est-elle fiable? Sont-ils en mesure de savoir ce qu'ils prétendent savoir? S'il y a des données, quand ont-elles été recueillies?... ) Et parmi les conseils, les qualités d'un bon vérificateur ne sont pas oubliées: « *La vérification des faits demande du temps et de la persévérance. Lorsque quelqu'un essaie de vous décourager, en vous refusant l'accès à des données auxquelles vous avez droit, ou en refusant de fournir des preuves qui appuient leurs allégations, il faudra insister. La vérification du débat public n'est pas facile. Le diable est souvent dans le détail. Pour le trouver, vous avez besoin d'endurance et de persévérance* ».

<https://fr.africacheck.org/verifier-des-faits/conseils-et-recommandations/>

**GUIDE : Comment vérifier un compte Twitter?** Le guide donne un canevas à suivre afin de ne pas tomber dans le piège des canulars. La démarche à suivre est très simple:

- Examiner l'historique d'un compte: avec des outils comme **foller.me** ou Botometer qui vérifie si un utilisateur est un bot, ou combien de ses abonnés ou des comptes qu'ils suivent sont des robots.
- Contrôler manuellement le tweet, en se posant certaines questions comme: Qui tweete ? Le compte a-t-il une coche bleue? Quels sont les tweets précédents du compte? ou tout simplement de googliser le compte...
- Respecter quelques conseils utiles: Cherchez le contexte, méfiez-vous de l'horodatage, recherchez les tweets associés...

**Guide: Comment vérifier un site web et ceux qui sont derrière?** Plusieurs outils ont été proposés parmi lesquels : le bon sens. Pour juger de la crédibilité d'un site, on peut se poser certaines questions :

- Les données Whois sont-elles transparentes et les détails des propriétaires donnés?
- Est-ce qu'il publie un numéro de contact et une adresse de ses bureaux?
- L'adresse URL commence-t-elle par https?

<https://fr.africacheck.org/factsheets/guide-verifier-site-web-derriere/>

**GUIDE : Comment vérifier les images sur un smartphone ?** De manière bien détaillée, il explique étape par étape comment faire une recherche d'image inversée pour vérifier si une image est vraie sur les réseaux sociaux. Une douzaine de conseils pratiques est proposée via ce lien: <https://fr.africacheck.org/factsheets/guide-verifier-images-smartphon/>

### **Une aide au renforcement de capacités des journalistes:**

Rien que pour l'année 2017, à Dakar, en collaboration avec Ejicom, des journalistes venant de ces rédactions:

**RFM - L'Observateur - Ouestaf - PressAfrik - TerangaNews - Le Soleil - APS - Alerte Info - Afia FM - Baobab fm - BBC - Africa 24 - SeneNews - RTB - WADR** ont été formés en fact checking.

En octobre 2018, Goethe Institut a organisé une formation sur cette même pratique avec Assane Diagne, le rédacteur en chef du bureau de Dakar. D'ailleurs, sur la page Facebook de l'institut on peut lire:

**<https://africotelegraph.com/techniques-de-fact-checking-au-menu-dune-formation-au-senegal/>**

A Abidjan, un atelier de formation portant sur « Initiation au fact checking » organisé par Ejicom (Ecole supérieure des métiers de l'internet et de la communication) en collaboration avec Africa Check, s'est tenu du 16 au 20 juillet 2018 à Abidjan. Dans l'article consulté, il s'agit de deux sessions « : *une première session de trois jours (du 16 au 18 juillet) a regroupé des journalistes de moins de 7 ans d'expérience ; et une deuxième session de deux jours (du 19 au 20 juillet), destinée aux journalistes plus expérimentés ayant des responsabilités dans les rédactions.* » **<https://cio-mag.com/cote-divoire-des-journalistes-inities-au-fact-checking/>**

Ce renforcement des capacités a été élargi dans les écoles de formation en journalisme et communication comme à EJICOM et au Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information. D'ailleurs dans cette dernière, le fact checking devient une matière à partir de l'année universitaire 2018-2019.

### **Les prix Africa Check: une plus grande visibilité du fact checking:**

La pratique du fact-checking est devenu plus visible au cours de ses dernières années, surtout avec l'instauration des prix de fact checking. En Côte d'Ivoire, par exemple, le prix remporté par Anderson Manféi Diedri a participé à la popularité du fact checking, même si



encore d'après nos interlocuteurs , la pratique est timide. A ce propos, plusieurs sites ont relayé cette information relative à ce prix :

**<http://fr.africanews.com/2016/12/09/media-un-ivoirien-et-un-camerounais-recoivent-le-prix-africa-check/>**

**<http://lepoinstsur.com/3e-edition-prix-africains-de-fact-checking-anderson-diedri-de-cote-divoire-plus-haute-marche-famienkro/>**

**<http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr/node/58907>**

<http://eburnietoday.com/africa-fact-checking-anderson-diedri-plus-haute-marche/>

<http://www.panapress.com/Le-journaliste-ivoirien-Anderson-Diedri,-co-laureat-du-Prix-africain-de-verification-des-faits--12-630499364-18-lang1-index.html>

**<http://abidjanplus.com/media/le-1er-prix-du-fact-checking-decerne-anderson-diedri>**

Anderson Manféi Diedri qui mène une étude sur cette pratique et que nous avons interrogé a souligné la difficulté d'accéder aux sources et une faiblesse connaissance de la pratique dans les rédactions.

Au Sénégal, le prix de fact checking a participé aussi à rendre plus visible cette pratique journalistique. En effet, dans ce second cas, il s'agit plus de la distinction attribuée aux étudiants. Et deux fois de suite, l'étudiant Moussa NGOM du CESTI a emporté ce prix. L'impact sur le plan médiatique est considérable.

Lors de sa première distinction, en 2017, cette information a été relayée par le site de l'université

**[h t t p s : / / w w w . u c a d . s n / i n d e x . p h p ? option=com\\_content&view=article&id=2588:2017-11-20-10-36-18&catid=136:communiques&Itemid=315](http://www.ucad.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=2588:2017-11-20-10-36-18&catid=136:communiques&Itemid=315)**

Par la suite, le site d'information [www.teranganews.sn](http://www.teranganews.sn) dont le coordonnateur de la rédaction a fait la formation en fact checking, s'est intéressé à son parcours à travers un portrait.

**<http://teranganews.sn/2017/11/qui-est-moussa-ngom-letudiant-en-journalisme-qui-a-ete-prime-a-johannesburg/>**

Quant à la deuxième fois, le message a été relayé par le site du ministère de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation. Le commentaire sur la capture d'écran renseigne sur la place que le ministère en charge de l'enseignement supérieur accorde à ce prix.

D'ailleurs, à ce jour , Moussa NGOM fait du fact checking sur iradio, une radio privée du



Moussa Ngom du est vainqueur du Prix africain de fact-checking catégorie Étudiant pour la 2ème année consécutive. Félicitations pour avoir honoré à nouveau l'Enseignement supérieur de notre pays.

groupe e-media INVEST .

<http://emedia.sn/FACT-CHECKING-Idrissa-Seck-est-il-vraiment-atteint-de-troubles-psychiatriques.html?fbclid=IwAR10o7WbGJqWPDtKZoz0kAwGtKGTXMFTxox4zj0-jyoeuWAhOWdS0SiEqnTk>

A ce jour, à part la West African Democracy Radio, cette radio est la seule à faire du fact checking même pour l'élection présidentielle de 2019 au Sénégal le Groupe Futur Média a des projets d'émission pour ses supports numériques et pour la radio.

## Une certaine déontologie éditoriale

Avec le fact-checking, Africa Check est perçu comme une plateforme non partisane. Son rôle est de rétablir la vérité des faits et non de jeter le discrédit sur la classe politique ou sur les institutions nationales et internationales. Même si au départ et jusqu'à présent « *l'accès aux sources pose encore problème. Vérifier une information déjà médiatisée est perçue parfois comme une tentative de démenti. Même au sein des journalistes, certains pensent que nous faisons un travail d'évaluation de leur travail* » rapporte un journaliste lauréat du prix africain de fact checking .

D'ailleurs, cette pratique est vue comme « *un retour au journalisme factuel* », « *la vérification des faits est au fondement du journalisme avec Africa Check* ».

*Cette déontologie éditoriale est reconnue à sa juste mesure par les journalistes qui vulgarisent le travail d'Africa Check ou reprennent ses articles.*

## Le fact checking: un genre à part entière?

Africa check est vu comme un « *site de ré-information* », selon un président d'un réseau de journaliste; un « *outil de vérification* » selon un économiste , « *une sentinelle du journalisme* », pour une journaliste radio « *une manière de refaire du journalisme* », un journaliste récemment diplômé.

Toutefois, il existe des réserves dans la manière dont le fact-checking se fait. En effet, plusieurs observations ont été faites. Tout d'abord, il s'agit de l'appellation qui tend, parfois, à semer la confusion.

« *La consonance anglo-saxonne fait croire à une nouveauté dans la pratique du fact-checking. On dirait un nouveau produit marketing que l'on veut imposer dans le journalisme, surtout dans les pays francophones* ». Pourtant, cette manière de faire n'est rien d'autre que l'expression d'une base du journalisme, c'est -à- dire la vérification des faits » défend une journaliste

Ensuite, la méthodologie proposée par Africa Check a été maintes fois commentée. Certains affirment que cette méthode ne rend pas facile son appropriation sans une formation au préalable.

« *La formation initiale du journalisme diffère de la méthodologie d'Africa Check qui se termine par une conclusion. En école de journalisme et dans nos rédactions, nous ne sommes pas habitués à cette nouvelle pratique* » précise un "jeune" journaliste.

Et enfin, il existe plusieurs argumentations qui observent le fact-checking comme important et faisant partie du journalisme, même s'il le réactualise.

« Entre ce que j'ai appris, ce que je fais dans le journalisme et ce que le fact-checking nécessite dans la pratique, je le vois comme une pratique journalistique réinventée, réactualisée, redéfinie » souligne un autre journaliste qui fait du fact checking.

« Le fact-check d'Africa Check est un article écrit dans un style condensé et synthétique. Il part souvent d'une petite phrase ou d'une étude pour vérifier. Selon moi, il existe une différence entre le journalisme de base et la pratique du fact-checking. Ce dernier est le coeur de métier du journalisme ».

« C'est un nouvel outil de vérification de l'information qui vient consolider les bases du journalisme à savoir le recoupement et la vérification des informations. Des étapes clé pour une information crédible. Et aujourd'hui, avec les réseaux sociaux, on a une rapidité supersonique dans le partage de l'information. Des lors le fact-checking devient un outil pratique pour éviter les fake news et les rumeurs c'est en cela que le fact-checking constitue un dispositif important pour la diffusion de l'information juste et vraie ». défend le journaliste spécialiste en questions de santé et président d'un réseau de journalistes, Alasane CISSE.

Au regard de ce qui précède, le fact-checking redéfinit la pratique du journaliste en la ramenant à ses fondamentaux. Il se situe à la frontière de plusieurs disciplines et requiert des compétences multiples qui dépassent la formation journalistique. Selon l'entendement des personnes interrogées, Il faut pouvoir puiser dans des bases de données, traiter, manipuler et comprendre des chiffres en les conceptualisant et les mettre en forme.

### **L'audience au rendez-vous**

Le « fact-checking » est aussi selon certains journalistes interrogés un moyen permettant aux médias de gagner des parts d'audience. De même, le fact-checking vient redonner de la crédibilité au secteur de la presse qui souffre d'une crise de légitimité sans précédent. Les articles de fact-check sont les plus partagés sur les blogs et les sites

« Mes articles sur le fact-checking sont les plus partagés » note un journaliste qui tient un blog.

« Après plus de dix ans dans le journalisme, mon premier article de fact-checking a été le plus partagé de toute ma carrière » confie le responsable des supports numériques d'un groupe de presse.

« Quand je regarde comment les articles « fact-checkés » sont partagés, je me dis que c'est une aubaine pour les entreprises de la presse » rapporte un journaliste de la presse écrite.

## **D- Le fact-checking dans le domaine de la santé: un enjeu global**

Même si dans l'espace médiatique le secteur de la santé occupe une place importante, au regard des émissions, des rubriques, il n'en demeure qu'il reste souvent limité à des débats et à des conseils de spécialistes. Avec le fact-checking, on assiste à un travail de vérification, d'explication, et surtout de conseils visant à outiller le citoyen à faire face à la désinformation, aux rumeurs, aux fausses nouvelles très répandues dans le secteur de la santé. En effet, socialement, il semblerait mieux accepté de partager une fausse nouvelle dans le domaine de la santé plutôt que celui de la politique. De même, l'accès à la « bonne information » et aux structures reste encore des facteurs à prendre en considération dans les analyses

### **La chasse des fake news: Un rôle de surveillance**

Africa Check peut être considéré avec son desk « Santé » comme une tribune de surveillance des fausses informations sanitaires et médicales. Cette démarche se matérialise:

- soit en parlant des pratiques médicales frauduleuses vulgarisée telles que les traitements dits miraculeux
- soit par la vérification de déclarations des autorités ou des institutions dans le domaine de la santé, de l'environnement ou du bien être...en attirant l'attention sur les infrastructures sanitaires de mauvaise qualité et sur la législation (exemple diabète).

### **Les remèdes miracle: une imposture informationnelle**

Sur le web et avec les applications de messageries ( whatsapp) les informations sur la santé se développent et se partagent facilement. Entre autres raisons on peut retenir; que le web a considérablement augmenté le volume et la visibilité du faux, sans oublier le modèle économique des plateformes sociales qui repose sur l'économie de l'attention. Dans le contexte ouest-africain, il s'agit souvent des affirmations selon lesquelles un traitement est une « nouvelle découverte » ou une « solution miracle ». La prolifération de ces vidéos, audio ou textes sont des signes du caractère viral de ces types d'information. Toutefois, l'utilisateur non averti ne se rend pas compte que tels traitements sont rares mais aussi que ces remèdes miracle ne sont pas médicalement attestés.

C'est ainsi que le site sur ce lien, <http://evepratique.com/mari-a-cesse-de-ronfler-a-commence-a-boire-cette-boisson-miraculeuse/> on atteste qu'il existe une solution miracle pour lutter contre les ronflements composée d'une mixture de gingembre, de carotte, de pomme et de citron et qui réduirait la quantité de mucus présente dans le nez et la gorge et permettrait de lutter contre le ronflement. Après vérification, « *la prétendue recette contre les ronflements est un leurre* ».

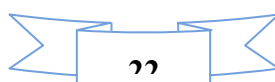
Dans cette même perspective, avec les vidéos virales, l'information non vérifiée sur la santé se propage plus facilement. Comme illustration, ce message sur Facebook qui prétend qu'il existe des « bienfaits du citron et de l'huile de noix de coco dans le traitement du cancer. » En dans une démarche bien détaillée, l'utilisateur de Facebook devrait en trois étapes respecter le processus. Tout d'abord, il s'agit l'arrêt total de la consommation de sucre, car « *sans sucre dans votre corps, la cellule cancéreuse mourrait d'une mort naturelle* ». Ensuite, il faut mélanger le jus d'un citron avec une tasse d'eau chaude à consommer pendant un à trois mois et ce, avant chaque repas. Et enfin, la personne atteinte d'un cancer devrait boire trois cuillerées d'huile de noix de coco bio, matin et soir. Après vérification « *l'efficacité scientifique de ce remède n'est pas prouvée.* »  
<https://fr.africacheck.org/reports/existe-t-il-un-aliment-qui-guerit-le-cancer/>

**la vérification de déclarations dans le domaine de la santé:** la santé est un enjeu social, une question politique. De ce fait, les autorités des institutions en lien avec la santé et même des journalistes se prononcent, souvent, en avançant des chiffres ou des positions en contradiction avec le réel. De Dakar à Abidjan en passant par Niamey, après plusieurs vérifications par Africa Check, certains propos ...

En guise d'exemple, dans un éditorial télévisé diffusé en mars 2018 au Niger, un journaliste nigérien a soutenu que l'Hôpital général de référence du Niger de Niamey est "le plus grand hôpital d'Afrique de l'Ouest". Africa Check a vérifié et comme conclusion : « *il n'est pas prouvé que cet établissement est le plus grand hôpital d'Afrique de l'Ouest.* »

<https://fr.africacheck.org/reports/plus-grand-hopital-afrique-ouest-niger/>

Sur un autre registre, l'ambassadeur de Grande Bretagne au Sénégal soutenait que « Malheureusement, une fille sur quatre au Sénégal a subi la mutilation génitale féminine.



Avec l'appui de @DFIDUK et encadrées par Amnesty International, ces femmes ont eu des vrais succès dans la lutte contre cette pratique dangereuse. Les témoignages sont



inspirants », dans un tweet posté le 4 septembre 2018.

Après le fact checking d’Africa Check, la conclusion est la suivante : « *Les dernières statistiques de l’ANSD renseignent sur la prévalence de la pratique sur différentes tranche d’âge. Elle est de 21 % pour les filles de moins 19 ans et 14 % pour les filles de moins de 14 ans.*

*Nous estimons donc que le chiffre est caduc et peut prêter à confusion car il n’y a pas un âge défini pour identifier les filles dans les différents rapports officiels portant sur le sujet. »*

L’ambassadeur via son compte twitter réagira en acceptant les résultats de l’investigation faite par Africa Check comme le souligne cette capture d’écran:

Sur ce même registre, après un article d’Africa Check, l’Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a modifié ses données sur son site internet. En effet, selon les chiffres de l’organisation onusienne, l’OMS, plus 50% des naissances en Afrique subsaharienne survenaient pendant l’adolescence. Autrement dit chez les filles âgées de 15 à 19 ans, la moitié avait un enfant. Après vérification, Africa Check a conclu que: « *au vu des données disponibles pour le moment sur cette thématique, cette estimation de Marie-Pierre Nicollet n’est pas prouvée et semble être exagérée.* »

<https://fr.africacheck.org/reports/50-naissances-afrique-subsaharienne-surviennent-cours-de-ladolescence/>

« *Le taux de 50% est complètement faux et nous l’avons retiré de notre site web. Merci d’avoir attiré notre attention sur cela* », a dit Ann-Beth Moller, agent technique au département Santé de la reproduction et recherche de l’OMS » peut-on lire sur ce lien qui consacré à la pratique du fact checking.

« <http://eburnietoday.com/fact-checking-day-les-journalistes-se-mobilisent-contre-les-fake-news/>

## **Les fiches Santé: la « fiche d’info » : une pédagogie à la carte**

En plus de la vérification des faits, Africa Check a commencé depuis (janvier 2018) à établir des fiches de connaissances qui sont des informations vérifiées et vérifiables.

En effet, le manque d’éducation au web joue un rôle crucial dans la « consommation » des informations. De même, le grand public, en quête de communauté, fait confiance aux regroupements sur leurs réseaux sociaux qui fédèrent, créent et développent un sentiment d’appartenance.

Les fiches d’info, d’Africa Check, dans le domaine de la santé se veulent pratiques. Faites sous forme de questions-réponses avec des encadrés, elles se focalisent sur des problématiques de santé avec des thèmes bien définis ( drépanocytose, soins palliatifs, tuberculose, sida...). <https://fr.africacheck.org/factsheets/asthme/>

Africa Check, par le biais de ces fiches, s’inscrit dans la sensibilisation en santé publique et tout particulièrement en prévention et promotion de la santé. Cependant même si en promotion de la santé, et tout particulièrement en communication, il n’y a pas de recette toute faite il n’en demeure pas moins que le web est un support favorable pour la sensibi-



lisation. En effet, le caractère communautaire et les caractéristiques des réseaux sociaux influent profondément sur la réception de l'information sur la santé.

Sans être généraliste, ces fiches sont bien souvent centrées sur un pays. Celle sur la tuberculose, par exemple, se porte sur la Côte d'Ivoire. Le chapeau renseigne sur la qualité du contenu:

*« La tuberculose est une maladie infectieuse qui peut être évitée et traitée, mais elle continue de causer de nombreux décès en Côte d'Ivoire, en dépit des efforts déployés pour lutter contre elle. Cette fiche d'information présente la situation dans le pays, et les acteurs de ce combat. »*

L'article revient sur la particularité de la maladie et comment elle continue de *« causer de nombreux décès en Côte d'Ivoire, en dépit des efforts déployés pour lutter contre elle »*. Avec des chiffres à l'appui provenant de l'OMS, de l'ONUSIDA, la face de la tuberculose en Côte d'Ivoire se révèle. Le diagnostic final est le suivant :

*« En dépit des efforts consentis, autorités et experts s'accordent à dire que les défis à relever demeurent nombreux pour de meilleurs résultats de la lutte, évoquant notamment un sous-diagnostic et une faiblesse des financements en Côte d'Ivoire. »*

<https://fr.africacheck.org/factsheets/fiche-dinfo-la-tuberculose-en-cote-divoire-chiffres-et-acteurs-de-la-lutte/>

## **Un début de collaboration avec le public: le fact-checking collaboratif**

De plus en plus, le public interagit avec Africa Check pour signaler des informations suspectes ou douteuses. Ce réflexe commence à se développer afin que les journalistes prolongent ce travail de vérification. Ce fact-checking collaboratif est un besoin des citoyens pour lutter plus efficacement contre les fausses informations. Ces deux captures d'écran sonnent comme des interpellations qui attestent l'impact et l'importante attention accordée à Africa Check :

 **Sirkonate** @Sirkonate · 1 mai

Cc @AfricaCheck\_Fr, pouvez nous aider à vérifier cette information, la CIV 5ème destination touristique en Afrique?  
 Merci d'avance #AfricaChecking.

**La Côte d'Ivoire dans le top 5 des destinations les plus prisées en Afrique**

**Treichvillois** @Treichvillois

Je veux bien mais la #CôteDivoire se place devant lesquels des pays suivants,pêle-mêle?

1. Égypte
2. Maroc...

 **JOE** @JOSEPHFAYE5 · 2 mai

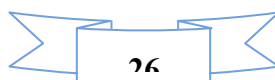
Bonjour @AfricaCheck\_Fr, ces propos de @Macky\_Sall sont-ils vrais? Merci d'avance. @senego #kebetu #senegal

**Senego.com** @senego

Macky Sall: « Depuis 2012, 413.000 emplois ont été créés dans le secteur agric #actualites #politique #senegal [senego.com/?p=681096](https://senego.com/?p=681096)

1 3 7

D'ailleurs sur le site d'Africa Check, il existe une rubrique dédiée au public qui peut soumettre des déclarations à vérifier. En prélude des conditions, on peut lire : « *Nous ne pouvons promettre de vérifier chaque déclaration soumise mais nous promettons de lire toutes les propositions. Pour donner à votre soumission plus de chance de succès avec Africa Check, demandez-vous, avant même de l'envoyer, si elle remplit les critères ci-dessous.* »



Sur ces nouvelles stratégies, du fact-checking collaboratif, Africa Check utilise aussi l'application "Whatsapp". Au delà des propositions de vérifications, il s'agit d'un outil de discussion sur des sujets en lien avec le fact checking, entre les abonnés et un membre de l'équipe personnel d'Africa Check.



**AfricaCheck\_FR**

21 novembre, 12:38 · 🌐



👉 Souhaitez-vous recevoir nos derniers fact-checks, fiches d'information et blogs via WhatsApp ?

→ Inscrivez-vous en suivant le procédé indiqué ci-dessous.



**Ajoutez Africa Check +221 78 386 67 32  
dans votre liste de contacts.**

**Envoyez-nous par WhatsApp vos nom(s) et  
prénom(s) et nous vous ajouterons à notre liste  
de diffusion.**

**Recevez les  
derniers faits via  
WhatsApp !**

## **E- RECOMMANDATIONS**

**\*\*Cibler des écoles pour instaurer « le fact checking à l'école » en partenariat avec Facebook.**

**\*\*Développer et diversifier le partenariat avec les rédactions pour vulgariser le fact checking.**

**\*\*Mettre en place de nouveaux formats, surtout vidéo, pour mieux s'adapter à l'écriture du web.**

**\*\*Diminuer les articles traduits de l'anglais en français surtout ceux concernant le Nigeria.**

**\*\*Vulgariser la pratique du fact cheking dans les milieux universitaires, des think tanks et de la société civile.**

**\*\*Insister beaucoup plus sur la formation et le renforcement des capacités au niveau des écoles de journalisme.**

**\*\*Accompagner les projets de fact checking lors de leur lancement dans les médias classiques.**

**\*\*Faire du benchmarking surtout pour le fact checking collaboratif.**

**\*\*Développer des Guides d'utilisation pour le fact check sur Facebbok.**

**\*\*Nécessité d'ouvrir un bureau à Abidjan au regard des enjeux.**

## F-Vue d'ensemble des personnes interrogées:

PRENOM NOM	STRUCTURE	STATUT
<b>Assane DIAGNE</b>	Africa check	Rédacteur en chef
<b>Abdoulaye DIALLO</b>	RADHHO	Chargé de la veille et de l'information scientifique
<b>Sokhna MBAYE</b>	ARTICLE 19	Assistante en communication
<b>Dr Ibrahima DIOUF</b>	Parti de l'Unité et du Rassemblement	Chargé de la coordination de l'écriture du programme
<b>Dr Mounirou NDIAYE</b>	Université de THIES	Enseignant- chercheur en sciences économiques
<b>Abdou DIAW</b>	LE SOLEIL	Journaliste
<b>Dr Mamadou NDIAYE</b>	CESTI	Directeur des études
<b>Hamadou Tidiane SY</b>	EJICOM	Directeur de l'école
<b>Mariama THIAM</b>	West Africa Democracy Radio	Coordinatrice de la rédaction
<b>Daouda MINE</b>	Groupe Futur Média	Responsable des supports numériques GFM
<b>Daouda SOW</b>	Teranga news	Coordonnateur de la rédaction
<b>Amsata NDIAYE</b>	Chargé de la pédagogie	2IM
<b>Ibrahima NDIAYE</b>	CESTI	Etudiant en journalisme
<b>Moussa NGOM</b>	CESTI	Etudiant en journalisme
<b>Ngoundji DIENG</b>	LE QUOTIDIEN	Journaliste
<b>Mouhamed NDIAYE</b>	Institut Africain des Etudes pour le Développement	Coordonnateur chargé de programmes
<b>Dr Samba DIOP</b>	UGB/Université Alioune DIOP Bambey	Enseignant: chercheur sciences économiques
<b>Abdourahmane DIALLO</b>	APA NEWS	Journaliste
<b>Abdoulaye CISSE</b>	RTS/ Association des journalistes en santé, population et développement (AJSPD)	Journaliste / AJPS
<b>khalifa SARR</b>	Pastef	cadre du parti
<b>Dr Mamadou DEME</b>	UCAD	Enseignant-chercheur sciences politiques
<b>Maria Rodriguez Gonzalez</b>	Freelance	Journaliste
<b>Babacar THIOYE BA</b>	Taxawu Sénégal	Coordinateur du programme
<b>Mouhamadou Bara LO</b>	Vox TV	Directeur

<b>PRENOM NOM</b>	<b>STRUCTURE</b>	<b>STATUT</b>
<b>Coumba SYLLA</b>	Africa check	Rédactrice en chef spécialisée en santé
<b>Hippolyte Valdez ONANINA</b>	Africa check	Chercheur & Community manager
<b>Hamed-Assaleh Raliou</b>	BBC Afrique	Journaliste
<b>Manféi Anderson DIEDRI</b>	<a href="http://eburnietoday.com">eburnietoday.com</a>	Journaliste
<b>Monique Prudence MAY</b>	<a href="http://stopblablacam.com">stopblablacam.com</a>	Journaliste
<b>Ibrahima NDIAYE</b>	Agence de financement	Stagiaire en communication



